

Un peuple n'a que ce pour quoi il se bat

La vérité au service du peuple

4 NOVEMBRE 2018, UN PAS IMPORTANT VERS LA PLEINE SOUVERAINETÉ...

ÉDITORIAL

« Beaucoup a été fait et beaucoup reste à faire ». Cette citation de Nelson Mandela pour introduire l'éditorial de ce 1 054^{ème} numéro de notre journal qui revient sur le référendum du 4 novembre 2018, car beaucoup de choses ont été réalisées grâce au combat de nos anciens depuis Nainville-les-Roches, les Accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa, depuis que notre Pays a été inscrit sur la liste des pays à décoloniser.

Notre vision d'avenir pour ce Pays est la bonne car c'est un chemin de paix que nous voulons pour tous les Calédoniens, un chemin de justice, de solidarité et d'équité pour tous ceux qui ont choisi de vivre ici.

Les résultats du référendum l'ont démontré. Malgré les mensonges, malgré les discours de peur, beaucoup de compatriotes nous rejoignent car le Mouvement, et avec lui le FLNKS a beaucoup fait pour le Pays. Il est aussi vrai que malgré les humiliations subies, malgré l'arrogance de la droite locale, rien ne pourra dévier la trajectoire de notre Pays : accéder à la pleine souveraineté. L'indépendance de Kanaky est inéluctable...

Alors que la lutte continue ! Il nous faut maintenant préparer sereinement les provinciales du 12 mai 2019. Nous devons gagner, nous devons prendre les manettes de notre Pays pour infléchir définitivement les politiques publiques, infléchir et accélérer le cours de l'histoire pour que 2020 voit naître notre Nation Kanaky.

Kanaky, c'est notre rêve. Alors rêvons, et la rédaction partage avec vous, militantes et militants, cette autre citation de Nelson Mandela : « Un gagnant est un rêveur qui n'abandonne jamais ! ».



SOMMAIRE

- 43,3% pour la nation Kanaky-Nouvelle-Calédonie p.2
- Ce qu'il faut en retenir p.3
- La campagne 2018 en images p.4
- Le 49ème congrès du Mouvement à Canala p.6
- L'UC en Codir à Bourail de 10 novembre 2018 p.12
- Disparition d'un homme de conviction, M. Flavien Palagota p.12
- Le FLNKS en convention à Grondy (Ponérihouen) P. 13
- Comité des signataires 2018 : rien ne bougera P. 14



43,3% Kanaky

40 ans après avoir fait le choix de revendiquer l'indépendance, 30 ans après avoir obtenu le droit à l'autodétermination dans le cadre d'un référendum, les Kanak et non-Kanak, citoyens du Pays ont pu enfin exercer ce droit le 4 novembre 2018. Saluons la patience de tous ceux qui ont combattu, qui ont sacrifiés leur temps, leur vie pour que le peuple de Nouvelle-Calédonie puisse voter sur l'accès de leur Pays à la pleine souveraineté.

Le sacrifice des générations de militants de la cause indépendantiste n'a pas été vain car, même si nous sommes pas au bout de la route, nous avons progressé. Progressé dans la mobilisation du Peuple Kanak, progressé parce que de nombreux non-Kanak ont fait le choix du «oui», progressé parce le vote indépendantiste s'est encore accru... Mais restons vigilants et mobilisés, poursuivons le combat, dans les pas de nos anciens, jusqu'à la victoire.

Comparaison des résultats du «Oui» et du «Non» en 2014 et en 2018

	Inscrits		Nombre exprimés		Oui		Non	
	2014	2018	2014	2018	2014	2018	2014	2018
Province Sud	96 320	112 711	68 369	92 042	12 295	23 821	56 074	68 221
Province Nord	35 698	40 048	23 399	33 955	18 645	25 747	4 752	8 208
Province Iles	20 414	21 406	13 633	12 936	12 696	10 631	937	2 305
Pays	152 432	174 165	105 401	138 933	43 636	60 199	61 765	78 734

Comparaison du «Oui» et du «Non» en 2014 et en 2018 en %

	Suffrages exprimés %		Oui en %		Non en %	
	2014	2018	2014	2018	2014	2018
Province Sud	71%	81,7%	18%	25,9%	82%	74,1%
Province Nord	65,5%	84,8%	79,7%	75,8%	20,3%	24,2%
Province Iles	66,8%	60,4%	93,1%	82,2%	6,9%	17,8%
Pays	69,1%	70,8%	41,4%	43,3%	58,6%	56,7%

Progression du «Oui» et du «Non» de 2014 à 2018

	Progression du Oui 2014/2018		Progression du Non 2014/2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Province Sud	11 528	93,74%	12 147	21,66%
Province Nord	7 102	38,09%	3 454	72,72%
Province Iles	-2 065	-16,26%	1 368	145,6%
Pays	16 563	37,95%	16 969	27,47%



Pour la Nation Nouveau-Calédonie

CE QU'IL EN RETENIR

Le « oui » a rassemblé au-delà du Peuple Kanak

Le Peuple Kanak s'est fortement mobilisé mais beaucoup de non-Kanak l'on rejoint pour porter le projet de la nation Kanaky-Nouvelle-Calédonie. N'en déplaise aux médias locaux, aux partis dits « loyalistes » et au gouvernement français : la force du « oui » le 4 novembre ne se limite pas à un vote identitaire kanak, c'est un vote nationaliste qui a rassemblé des citoyens du Pays au-delà du camp traditionnel indépendantiste. Nous devons poursuivre dans cette démarche de convaincre les citoyens non-Kanak...

La démarche unitaire, gage de mobilisation

L'histoire du Pays et des approches différentes de l'action politique expliquent l'existence de plusieurs composantes à l'intérieur du FLNKS. Néanmoins, cette diversité ne remet pas en cause l'engagement fondamental des indépendantistes : la construction d'une nation solidaire, prospère et multiculturelle. Les composantes du FLNKS ont décidé de porter ce projet dans une démarche unitaire, ce qui était attendu par les nationalistes qui ont largement répondu présent.

La revendication d'indépendance reste vivace

« Il y aura seulement 30% en faveur de l'indépendance », « les Kanak doivent faire le deuil de leur revendication d'indépendance »... On pourrait encore rapporter de ces fanfaronnades des non-indépendantistes qui prédisaient une cuisante défaite du « oui » à la pleine souveraineté. Ils pensaient qu'avec les Accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa, la revendication indépendantiste s'était diluée, que les Kanak qui ont tiré leur épingle du développement s'en était écartés. Quoiqu'en pensent nos adversaires, la consigne de l'indépendance demeure.

L'acte fondateur de notre Nation

Cela ne peut pas passer inaperçu : 43,3% des Calédoniens se sont rassemblés sur le « oui », écrivant l'acte de naissance de notre Nation. Grâce à eux, la Nouvelle-Calédonie ne pourra pas être rayée de la liste des pays à décoloniser et ils ont porté le « oui » suffisamment haut pour que l'Accord de Nouméa ne puisse déboucher que sur la pleine souveraineté.

La jeunesse s'est fortement mobilisée

Le phénomène n'est pas passé inaperçu. La jeunesse kanak s'est fortement mobilisée pour le 4 novembre, contribuant largement à la progression du « oui » et à donner une leçon de civisme au Pays, et même au reste du Monde. Beaucoup de ces jeunes citoyens votaient pour la première fois, montrant ainsi la valeur qu'ils accordent au droit de vote, une conquête de leurs anciens il y a 70 ans.

Il ne suffit pas d'avoir d'énormes moyens financiers

Tous les Calédoniens ont pu constater que les indépendantistes n'ont pas fait campagne avec les mêmes moyens matériels et financiers que les non-indépendantistes. Ils n'ont ni imprimé leur projet politique en 70 000 exemplaires, ni produit des vidéos aux allures de spots touristiques...

Le camp de l'indépendance a disposé de moyens limités mais qui ont été compensés par un discours de conviction et d'ouverture. Preuve qu'en politique, l'argent ne fait pas tout...

9 000 citoyens à convaincre !

Sur la base des résultats de cette première consultation, les résultats ont donné 18 000 voix d'écart entre le « non » et le « oui ». Les médias et les forces politiques opposées à l'indépendance se sont empressés de faire beaucoup de bruit en disant que même avec la 2ème et la 3ème consultation, cet écart est irrattrapable. Sauf, qu'une fois de plus, ils déforment l'information car seulement 9 000 voix ont manqué pour atteindre les 50% de suffrages exprimés en faveur du « oui » ! La victoire est donc à notre portée, poursuivons le travail !



2018 LA CAMPAGNE *en images*



Dans la région Hoot Ma Whaap



A Poindimié



A Ponérihouen



Au Mont Dore



A Kaala-Gomen



A l'île des Pins



A Poya



A Canala

2018 LA CAMPAGNE

en images



49^{ème} CONGRÈS

30 novembre, « Xêkâ Muru Röö, » «Préserve ta vie, pour o Canala – Xârâcùù

Les 30 novembre, 1er et 2 décembre 2018, environ 600 militants de l'Union Calédonienne se sont retrouvés à Canala. Deux mots peuvent caractériser l'atmosphère du 49ème congrès du Monvemet : confiance et sérénité. Cette ambiance est la conséquence des 43,3% exprimés en faveur du «oui» lors de la consultation du 4 novembre 2018. Confiance retrouvée car le doute s'était installé chez certains, déstabilisés par une campagne de désinformation laissant penser que beaucoup de gens s'étaient écartés de l'idéal indépendantiste. Sérénité, car un score à 43,3% est un pas important vers la pleine souveraineté, même s'il faut aller à la seconde consultation. La victoire en 2020 est à notre portée !

En soit, ce pourcentage constitue une base de travail, un cadre qui s'impose à tous les indépendantistes et nationalistes : conforter ce résultat et le faire progresser pour décrocher l'indépendance...

On pourrait qualifier ce congrès de congrès de consolidation. Les ateliers dans lesquels se sont investis les militants pendant trois jours avaient été organisés dans ce sens : consolider nos acquis et maintenir la dynamique du « convaincre » pour atteindre la victoire en 2020.

Pour atteindre cet objectif, tous ont convenu qu'il fallait aborder les provinciales du 12 mai 2019 comme un tremplin pour 2020, qu'il fallait renforcer notre présence dans les institutions, voire prendre la majorité afin de préparer le Pays à l'exercice de sa souveraineté.

Démontrer que d'autres politiques publiques sont possibles, que l'on peut donner à ce pays une identité où chacun se sentira respecté, que la solidarité n'est pas un vain mot.

Les militants ont aussi salué l'organisation en Comités Nationalistes Citoyens et la démarche unitaire autour du FLNKS qui doit être poursuivie car elle donne confiance aux électeurs. La progression de l'électorat indépendantiste en est l'illustration.

Enfin, beaucoup ont souligné la nécessité de travailler dès à présent sur les faiblesses de la campagne, de corriger ce qui peut être amélioré : améliorer le projet de société, la communication de terrain, clarifier l'organisation de campagne...



1er et 2 décembre 2018

Mê Nî Pètoa Chaa Nùì Rènî »

« qu'ensemble nous élevions notre Nation »



MOTION de POLITIQUE GÉNÉRALE

Considérant l'objectif suprême de faire accéder Kanaky-Nouvelle-Calédonie à sa pleine et entière souveraineté lors de la prochaine consultation référendaire de 2020,

Considérant les dispositions de l'Accord de Nouméa et de la Loi Organique du 19 mars 1999, sur la tenue des autres consultations référendaires,

Considérant la nécessité de peser notablement, lors des prochaines échéances électorales, afin de maîtriser tous les leviers pour la mise en œuvre du projet d'indépendance de Kanaky-Nouvelle-Calédonie,

Considérant l'engagement historique de la mouvance indépendantiste pour que le Peuple Kanak et les citoyens du pays exercent leur droit à l'autodétermination.

Considérant l'objectif d'ancrer et d'amplifier la mobilisation des militants indépendantistes et nationalistes,

Considérant que les communautés que l'histoire a rassemblées, et a conduit à mêler le sang, sont reconnues par le processus engagé et sont devenues partie intégrante du Peuple Kanak dans la future nation,

Considérant l'objectif de convaincre la population du pays que l'indépendance est la seule voie vers une société plus juste, une économie plus forte et prospère, répartissant mieux la richesse au profit de toutes nos populations, dans un pays rassemblé où nous serons dans un « mieux-vivre ensemble » ;

Considérant que Kanaky-Nouvelle-Calédonie doit émerger pour qu'elle s'affirme comme une nouvelle nation dans le Pacifique et dans le Monde,

L'Union Calédonienne réunie en 49ème congrès à Canala « Xêkä Muru Röö, Mê Nî Pètoa Chaa Nùì Rènî » les vendredi 30 novembre, samedi 1er et dimanche 2 décembre 2018 :

- Réaffirme que l'Union Calédonienne reste l'organisation politique qui porte les fondements de notre lutte sur laquelle nous avons bâti toutes les avancées de notre histoire politique et grâce à laquelle nous inscrivons notre souveraineté.
- Exhorte tous les militants de l'Union Calédonienne à rejoindre et renforcer ses structures de base, en innovant si nécessaire, pour s'adapter aux réalités du terrain et peser par notre représentativité historique et légitime sur le paysage politique du pays ;
- Demande à ses représentants dans les institutions d'engager toutes les démarches institutionnelles, en accord avec la Loi Organique du 19 mars 1999, afin que dans les meilleurs délais, soit tenue la seconde consultation référendaire ;
- Engage les militants à maintenir la mobilisation du 4 novembre dernier et à mettre tout en œuvre pour une démarche unitaire et nationaliste sur l'ensemble du Pays durant la période qui s'ouvre ;
- Appelle les communautés de destin attachées au Peuple Kanak et liées par l'histoire et par le sang, par une présence durable dans le pays, à nous rejoindre pour qu'elles occupent leur place et prennent activement part à la construction de leur pays en tant que Peuple Kanak de la future nation,
- Engage le mouvement au sein du FLNKS à porter une démarche pour la constitution de « listes unitaires et nationalistes » pour les prochaines provinciales afin de se renforcer dans la perspective de la seconde consultation référendaire.

RÉSOLUTION

UNION CALÉDONNIENNE

Considérant la très forte mobilisation des militants de l'Union Calédonienne qui doit être entretenue et soutenue compte tenu des enjeux des prochaines échéances électorales,

Constatant la très forte volonté exprimée du Peuple Kanak et de sa jeunesse de voir sa revendication aboutir,

Considérant que l'Union Calédonienne doit être renforcée, consolidée afin de conforter la vision politique du FLNKS,

Constatant l'engagement total de l'AJKM dans le débat politique,

L'Union Calédonienne réunie en 49ème congrès à Canala « Xêkâ Muru Röö, Mê Nî Pètoa Chaa Nùì Rènî » les vendredi 30 novembre, samedi 1er et dimanche 2 décembre 2018 :

- **Décide** la mise en place d'une cellule de formation politique afin de renforcer les compétences de nos responsables de structures et de nos jeunes,
- **d'organiser** des séminaires et des colloques thématiques dans le cadre d'un plan d'actions qui sera présenté au 1er comité directeur de l'année 2019,
- **Engage** le bureau à décliner une feuille de route spécifique pour la période 2019-2020 ;
- **Affirme** que toutes les structures de l'UC doivent mettre en œuvre le projet politique du FLNKS en déclinant des actions concrètes à tous les niveaux ;
- **Invite et appelle** les jeunes militants formés et volontaires à se mettre au service des structures et à apporter toutes leurs compétences à la réalisation des outils de l'UC.



RÉSOLUTION

RELATIONS INTERNATIONALES

Considérant les résultats de la consultation du 4 novembre 2018 et l'unité dont les groupes politiques indépendantistes ont fait preuve.

Considérant le soutien apporté par nos partenaires régionaux et internationaux.

L'Union Calédonienne réunie en 49ème Congrès « Xêkâ Muru Röö, Mê Nî Pètoa Chaa Nùì Rènî » les 30 novembre, 1er et 2 décembre 2018 à Canala – Pays Xârâcùù :

- **Engage** le Mouvement à élargir le cercle de nos relations avec des pays de l'Asie comme la Chine, la Malaisie...
- **Engage** nos structures à faire un bilan de la participation des partenaires (Corses, Basques etc...) sur le vote des personnes originaires de ces pays.
- **Engage** nos structures à renforcer le travail chez les communautés océaniques, dans leur pays d'origine, et à privilégier à cet effet la démarche coutumière.



RÉSOLUTION J-30

Dans le cadre du maintien, du renforcement et de l'amélioration de la mobilisation en faveur de l'accession du pays à la pleine souveraineté.

L'Union Calédonienne réunie en 49ème congrès à Canala « Xêkâ Muru Röö, Mê Nî Pètoa Chaa Nùì Rènî » les vendredi 30 novembre, samedi 1er et dimanche 2 décembre 2018 :

- **Confirme** que la mobilisation doit être maintenue afin de préparer au mieux la consultation de 2020 qui permettra au Pays de mettre fin à la période coloniale en donnant naissance à la nouvelle Nation souveraine Kanaky-Nouvelle-Calédonie.
- **Affirme** que l'échéance provinciale de 2019 est une étape importante pour convaincre les populations du Pays du bien-fondé de l'indépendance de notre Pays.
- **Décide** de partir à la conquête d'une majorité au congrès et au gouvernement.
- **Engage** ses structures, ses militants à la mobilisation générale afin d'inscrire, avant le 31 décembre 2018, les citoyens du Pays et plus particulièrement les Kanaks qui ne sont toujours pas sur les listes électorales spéciales provinciales.
- **Demande** aux communes de se mobiliser pour prendre en compte ces nouvelles demandes pour les soumettre aux réunions des CAS (commissions administratives spéciales) qui se tiendront en mars 2019. Afin que la démocratie puisse s'exercer dans les meilleures conditions.



RÉSOLUTION MINES - EXPORTATIONS DE MINÉRAI

Considérant la résolution du 45ème congrès du Mouvement d'Union Calédonienne réuni à Tiaoué en 2014,
Considérant que le secteur de la mine et de la métallurgie est fondamental pour nos populations et l'avenir de notre pays,
Considérant les impératifs de protection environnementale et de prise en compte des populations locales,
Constatant que la résolution engageait l'Union Calédonienne à préparer « l'arrêt total des exportations de minerais brut non générateurs de plus values pour le Pays, dans un processus progressif à achever d'ici 2019 », n'est pas mise en œuvre :

L'Union Calédonienne réunie en 49ème congrès à Canala « Xêkâ Muru Röö, Mê Nî Pètoa Chaa Nùì Rènî » les vendredi 30 novembre, samedi 1er et dimanche 2 décembre 2018 :

- **S'engage** à préciser les conditions de mise en œuvre de cette résolution afin de faire aboutir nos réflexions et permettre l'élaboration d'une vision, plus élargie sur l'accès à la ressource minière et sa valorisation au profit du Pays.
- **S'engage** à organiser des espaces dédiés associant les acteurs du secteur (colloque, séminaires...) afin de mûrir nos travaux, de préciser nos motions et d'inscrire leur mise en œuvre dans un nouvel échéancier, adans le but que les retombées économiques profitent à Kanaky-Nouvelle-Calédonie.



RÉSOLUTION COMITÉ DES SIGNATAIRES

Considérant la réunion du comité des signataires prévu à Paris le 14 décembre 2018.

Considérant les résultats de la consultation du 4 novembre 2018 et l'unité dont les groupes politiques indépendantistes ont fait preuve.

L'Union Calédonienne réunie en 49ème Congrès « Xêkã Muru Röö, Mê Nî Pètoa Chaa Nùì Rènî » les 30 novembre, 1er et 2 décembre 2018 à Canala – Pays Xârâcùù

- **Engage** nos représentants à rester dans le cadre de l'Accord de Nouméa et à ne participer à aucune autre discussion (sujets économiques et sociaux, corps électoral, clé de répartition etc...).
- **Dénonce** les manquements de l'Accord de Nouméa concernant notamment l'article 27 et exige de l'État qu'il déclenche ces transferts.
- **Demande** à l'État de mettre l'ensemble des moyens en œuvre pour que soit mené par l'ONU un audit sur la décolonisation en Nouvelle-Calédonie.
- **Exige** de l'État la communication des procès-verbaux réalisés par les délégués de la commission de contrôle de l'État durant la consultation du 4 novembre.
- **Souhaite** que l'État organise les prochains comités des signataires en Kanaky-Nouvelle-Calédonie.



RÉSOLUTION

SUR LES MOYENS À RÉUNIR POUR CONVAINCRE EN 2020

Considérant l'engagement historique du Front Indépendantiste, puis du FLNKS pour que le Peuple Kanak et les citoyens du Pays exercent leur droit à l'autodétermination,

Considérant le résultat de la consultation du 4 novembre 2018 où le « oui » a recueilli 60 199 voix, soit 43,3% des suffrages.

Considérant que les élections provinciales de 2019 et les élections communales de 2020 doivent être abordées comme des étapes qui doivent permettre d'obtenir la victoire du « oui »,

Réunie à Canala le 30 novembre et les 1er et 2 décembre 2018, lors de son 49ème congrès, **l'Union Calédonienne :**

- **S'engage** à réunir les moyens humains, matériels et financiers pour que la démarche du « convaincre » soit la plus efficace possible.
- **S'engage** à poursuivre la démarche qui devra aboutir à stabiliser Radio Djiido, pour que cet outil historique de la lutte continue de jouer le rôle irremplaçable qui est le sien.
- **Décide** la mise en place de deux groupes de travail qui travailleront respectivement :
 - à la définition d'une stratégie de communication qui accompagnera la démarche du « convaincre » jusqu'en 2020. Cette stratégie reposera sur la mise en œuvre d'outils de communication, une meilleure maîtrise des médias locaux, une adaptation de nos messages en fonction des publics et une formation de nos communicants.
 - à organiser un processus destiné à préparer nos représentants à devenir les dirigeants de notre future nation. Il s'agira pour ces responsables indépendantistes de renforcer leur expertise dans tous les secteurs de la vie publique et de démontrer que nous sommes prêts à gouverner notre futur Etat.



10 novembre 2018

L'UC en Comité Directeur au Colisée à Bourail

« Merci à tous les votants du « oui », en s'exprimant pour l'accession à la pleine et entière souveraineté, ils ont manifesté leur volonté de faire le pays, tous ensemble. Désormais il n'y a plus de communauté, il y a un Peuple calédonien qui traduit la communauté de destin. Ce même Peuple calédonien, qu'ont voulu et annoncé nos vœux lors du premier congrès de l'Union Calédonienne, le 12 et 13 mai 1956. » C'est en ces termes que le Président Goa s'est adressé aux délégués rassemblés pour ce premier temps fort politique du Mouvement après la consultation référendaire.

Les principaux objectifs de ce Comité Directeur étaient de faire les premières analyses en prévision du congrès du Mouvement, et de définir le cadre politique pour la délégation appelée à se rendre au Comité des signataires du 14 décembre 2018 : ne pas brader le résultat du « oui » et ne pas cautionner les



manœuvres de l'Etat qui souhaiterait revenir sur des acquis de notre émancipation, notamment par le biais de l'économie et des finances.



DISPARITION D'UN HOMME DE CONVICTION, M. FLAVIEN PALAGOTA

UNE AUTRE ETOILE DE L'UNION CALEDONIENNE BRILLE DANS LE CIEL

Originaire de la tribu de Cabwen (Tchambouene) à Pweevo (Pouébo), Flavien Palagota avait 55 ans et père de 5 enfants. Au cours de sa vie, il était devenu une personnalité incontournable de l'Union Calédonienne à Pweevo (Pouébo) et au sein de la vie municipale. Il était élu de la Province Nord depuis 2014 au sein du groupe UC-FLNKS.

Président du comité local, encore récemment membre de la COMEX, il était également conseiller municipal. Ces derniers mois, malgré sa maladie, il a activement mené la campagne du FLNKS au sein du CNC de Pweevo (Pouébo) afin de remplir ses missions et répandre ses convictions indépendantistes.

Flavien était un homme discret mais très attentionné, dévoué et réservé mais avec un caractère bien trempé. Engagé également au sein de l'Eglise et leader auprès de la jeunesse de sa région, c'est plus d'une centaine de personnes qui l'ont accompagné à son repos éternel.

Disparu brutalement le jour de Noël 2018, Flavien laisse le souvenir d'un homme motivé et de confiance. Une partie de son histoire est liée à l'Union Calédonienne, les responsables et militants de perdent un ami, un compagnon de route qui aura tout donné pour contribuer à l'avènement de Kanaky.

C'est avec une profonde tristesse que le bureau lui rend hommage et présente ses condoléances à son épouse, ses enfants, sa famille et son clan.

Flavien, avec ton départ, nous perdons un militant sincère et fidèle. Nous te disons MERCI ! Puisses-tu briller dans le ciel auprès de ceux qui nous ont déjà quittés.

Directeur de publication : Gilbert Tyuienon — Composition : Union Calédonienne, 4 rue de la Gazelle Magenta, BP 3888
98847 Noumea cédex — Tél : 27.25.99 - Fax : 27.62.57 — www.unioncaledonienne.com
unioncaledonienne@lagoon.nc — Impression : Graphoprint

8 décembre 2018

LE FLNKS EN CONVENTION A GÖRÖIDÙ (GRONDU) Pwäräiriwâ (Ponérihouen)



Le FLNKS a ouvert un nouveau chapitre de l'Histoire en 2018, avec le résultat de la consultation du 4 novembre qui a été nettement supérieur aux sondages et prévisions de mauvais augure.

Ainsi, pour tirer des conclusions à chaud de la mobilisation des militants, le FLNKS s'est retrouvé en convention le 8 décembre 2018 à la tribu de Göröidù (Grondù) Pwäräiriwâ (Ponérihouen) et par la même occasion se projeter sur la stratégie à venir en vue des échéances prochaines. Les objectifs ont été fixés par la convention, il s'agira de maintenir la flamme allumée. Il y a la seconde consultation en 2020, mais il y a aussi des élections locales qui se présentent et le projet du FLNKS reste le socle de la démarche unitaire.

Les soutiens extérieurs ont été appréciés durant la campagne, tous les militants se sont donnés à fond et l'opération « Affichons nos couleurs » a fonctionné.

Pour la suite, il s'agira pour les CNC qui le souhaitent de remercier les électeurs. Un ciblage plus précis des électeurs devra être effectué pour

les convaincre. Approcher également toutes les communautés qui n'ont pas saisis que leur sort est lié au nôtre. Et enfin, préserver l'unité à tous les niveaux.

L'objectif immédiat est de viser la majorité au congrès. La convention a donc acté la composition de listes unitaires autour du FLNKS dans les trois provinces. Pour y arriver, il a été décidé la mise en place d'un groupe de travail qui devra se pencher sur le bilan partagé des indépendantistes dans les trois provinces et le programme commun centré sur le projet d'indépendance.

C'est indéniable, l'accès à la souveraineté de notre pays est plus qu'une revendication identitaire. La notion politique et les enjeux nationaux ont été compris par les citoyens du Pays. Cette dynamique a été maintenue par le FLNKS durant ces décennies de préparation à notre destinée. Et le travail va continuer, s'adapter et s'intensifier pour dépasser nos frontières.

Le FLNKS se donne rendez-vous en congrès annuel le samedi 30 mars 2019.

Comité des signataires 2018

Corps électoral, durée de l'Accord, 2ème et 3ème référendums...

RIEN NE BOUGERA !

La délégation UC-FLNKS et Nationalistes qui s'est déplacée pour assister au Comité des Signataires du 14 décembre 2018 a quitté le Pays avec des directives clairement énoncées par les militants lors du 49ème congrès du Mouvement à Canala : il ne fallait en aucune manière «brader» la forte mobilisation en faveur du «oui» le 4 novembre... En clair, nos représentants ne devaient pas cautionner toutes les tentatives visant à revoir les conditions d'exercice du droit à l'auto-détermination et la finalité du processus de décolonisation. C'est en portant ces orientations que le Président de l'Union Calédonienne a prononcé un discours devant l'ensemble des participants à ce comité.

Monsieur le Premier Ministre, madame la Ministre des Outremer, messieurs les députés de la Nouvelle-Calédonie, messieurs les sénateurs, messieurs les Signataires, mesdames et messieurs les élus de la Nouvelle-Calédonie,

Nous voici réunis pour une nouvelle édition du Comité des signataires, une institution dont les réunions ont ponctué le déroulement de l'Accord de Nouméa, et dont la seule véritable finalité était la préparation de la consultation sur l'accès de la Nouvelle-Calédonie à sa pleine souveraineté. C'est pour nous une évidence, après la consultation du 4 novembre, il n'est pas possible de considérer cette réunion comme la continuité des précédentes, c'est-à-dire le lieu d'ajustements juridiques et politiques sur la Loi Organique et où l'on passe en revue divers dossiers techniques.

Il y a 40 jours, les populations concernées par la question de l'accès de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance se sont prononcées, et force est de constater que le scrutin s'est très bien déroulé malgré les craintes entretenues par certains oiseaux de mauvais augure.

Par leur calme, leur mobilisation, les Calédoniens ont fait preuve de responsabilité, de maturité politique et souvent, cela a été présenté comme un exemple d'acte démocratique au reste du Monde.

Néanmoins, nous avons tous fait le constat de certains dysfonctionnements auxquels il faut remédier pour la consultation de 2020 que nous déclencherons après les prochaines élections provinciales. Particulièrement en ce qui concerne les procurations et le fonctionnement de la commission de contrôle qui reste de la seule et entière responsabilité de l'Etat.

De cette première consultation, nous avons tiré plusieurs enseignements, particulièrement à propos du vote pour le « oui ».

En votant « oui » pour faire accéder leur Pays au statut d'Etat indépendant, 43,3% des citoyens Calédoniens ont déjoué tous les pronostics et rétabli le dossier de la Nouvelle-Calédonie dans sa réalité historique et politique.

Ce 43,3% de « oui », ce sont d'abord les Kanak qui se sont levés en masse pour réaffirmer qu'ils sont le peuple colonisé qui aspire à sa liberté. A ceux qui pensaient que le temps avait, peu à peu, écarté les jeunes générations d'une revendication d'indépendance exprimée il y a 40 ans, des milliers de jeunes Kanak sont brillamment venus affirmer, avec l'arme du bulletin de vote, qu'ils avancent dans les pas de leurs anciens.

Les générations se sont rejointes pour affirmer au Monde qu'en Nouvelle-Calédonie, la colonisation est toujours une réalité, que le Peuple Kanak dans sa grande majorité souhaite fortement retrouver sa dignité. Le Peuple Kanak a affiché son unité et réaffirmé son droit inaliénable à l'autodétermination dont l'ONU continuera d'être le garant. A ce propos, nous demandons à nouveau au gouvernement français qu'il crée les conditions afin que l'ONU mène un audit sur la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie.

Ce 43,3%, ce sont aussi des milliers de Calédoniens, non-Kanak, qui ont affirmé que la terre calédonienne est avant tout leur patrie et qui ont répondu favorablement à l'appel des Kanak, pour constituer avec eux un même peuple. Ils sont les témoins que le vote en faveur du « oui » n'est pas seulement un vote identitaire, mais bien une expression politique majeure, en faveur de la création d'une nation pluriculturelle.

Nous n'hésitons pas à le dire, bien que mathématiquement battus, le 4 novembre 2018 est pour nous une victoire politique. C'est même l'acte fondateur d'une nation en devenir.

Malgré un rapport de force politique façonné par la colonisation de peuplement, les indépendantistes ont, très tôt, fait preuve d'ouverture en validant la déclaration de Nainville-les-Roches et en acceptant de jouer le jeu électoral. Nous avons tenu notre parole. Même si nous n'avons pas atteint l'objectif, l'ampleur du « oui » le 4 novembre 2018 est une marche franchie sur la voie qui conduit à l'indépendance.

Le vote du « oui » le 4 novembre dernier ne peut se réduire à un vote identitaire, c'est un vote patriotique, un vote nationaliste...

L'Accord de Nouméa le prévoit, il y aura donc une deuxième consultation en 2020. Car pour nous, la chose est claire : il n'est pas question de s'écarter de ce que prévoit l'Accord, ni même de modifier la Loi Organique. Nous le redisons, après cette première consultation, ce qui doit se passer doit s'inscrire dans ce que prévoit l'Accord de Nouméa, rien que l'Accord de Nouméa.

Cela signifie pour nous que le débat sur le corps électoral, comme celui du deuxième et du troisième référendum est un débat qui est derrière nous aujourd'hui.

Cela sous-entend qu'il n'y a plus la place pour des démarches parallèles au Comité des signataires, démarches qui laisseraient à penser que se déroulent des discussions pouvant nous écarter du processus de l'Accord.

Il n'est pas non plus question de modifier les termes de la consultation dont les citoyens du Pays se sont clairement emparés en participant au vote dans des proportions rares dans l'histoire des démocraties.

Ces positions que nous exprimons ne doivent pas servir à nous taxer d'un refus de dialoguer. Notre engagement constant dans l'application fidèle des Accords de Matignon-Oudinot puis de Nouméa, notre participation sans conditions au groupe de dialogue souhaité par le Premier Ministre, démontrent que le dialogue fait partie de l'ADN des indépendantistes.

Nous restons ouverts au dialogue, un dialogue d'égal à égal qui doit se poursuivre dans le cadre de la mise en œuvre pleine et entière de l'Accord de Nouméa, en procédant à tous les transferts hors compétences régaliennes et en préparant notre pays à exercer les pouvoirs régaliens d'un Etat indépendant.

Dans ce sens, nous réitérons la demande que nous exprimons depuis 2011, pour que le gouvernement français déclenche les transferts de l'article 27 et bien entendu, celui de l'Adraf.

Nous n'avons pas cessé de le dire, aucun argument procédural ne peut être invoqué pour bloquer ces transferts, car cela signifierait qu'une simple modalité technique – la résolution prévue dans l'article 27 – associée à une interprétation juridique discutable – celle du Conseil d'Etat, serait de nature à enrayer le processus de décolonisation. Cela ne tient pas car cela ne respecte pas la hiérarchie des normes juridiques et surtout politiques. N'oublions pas que l'Accord de Nouméa a été constitutionnalisé...

Le gel des transferts de l'article 27 a d'autant moins de sens, que les formations politiques calédoniennes ont toutes contribué, avec la pleine collaboration du Haut-commissaire de la République, à cerner le périmètre de ces compétences. Logiquement, nous sommes disposés à poursuivre les travaux de ce comité technique pour définir les modalités concrètes de prise en charge de ces compétences de l'article 27 par la Nouvelle-Calédonie.

Monsieur le Premier Ministre,

Dans votre invitation, vous avez souhaité que les questions économiques et sociales soient inscrites à l'ordre du jour de ce Comité des signataires. Même si nous ne disposons pas d'informations précises sur ce que vous y incluez, nous ne comprenons pas pourquoi cette thématique est inscrite à l'ordre du jour de cette instance politique dont la vocation est exclusivement de mener à son terme le processus de décolonisation de l'Accord de Nouméa.

En effet, les affaires économiques et sociales de la Nouvelle-Calédonie correspondent à des compétences propres aux collectivités calédoniennes depuis longtemps. En conséquence, nous ne pourrions pas participer à ces discussions dans le cadre de ce comité.

Néanmoins, nous saluons la constance dont a fait preuve l'Etat dans l'accompagnement des collectivités calédoniennes dans leurs projets, au titre du dispositif des contrats de développement prévu à l'article 210 de la Loi Organique. Il a fait davantage en rendant éligibles à la défiscalisation divers projets d'investissement importants pour la Nouvelle-Calédonie, comme ce fût le cas récemment avec le pro-



jet d'hôtel de Wadra Bay à Lifou. Nous l'en remercions. Mais le 4 novembre 2018 a fait entrer la Nouvelle-Calédonie dans une phase qui la conduira à la pleine responsabilité d'ici quelques années. Nous devons nous y préparer, compter sur nos propres moyens et être cohérents avec notre ligne politique.

Ainsi, il ne nous est pas possible de cautionner l'idée que nous revenons à une sorte de co-gestion avec l'Etat, des affaires économiques et sociales calédoniennes. Ces questions doivent rester l'apanage des institutions calédoniennes, dont les décisions doivent conduire à la définition de la stratégie économique et sociale de notre Pays.

Les élus du groupe UC-FLNKS et Nationalistes au congrès de la Nouvelle-Calédonie et ceux des assemblées de province y prendront toute leur part car il est de leur responsabilité de redonner à notre pays des perspectives réalistes, de maîtriser son développement économique et de répondre aux besoins économiques et sociaux des Calédoniens.

C'est au Pays, avec l'ensemble des partenaires socio-économiques que nous devons poser un véritable dialogue pour définir un nouveau modèle économique et social, fiable, éthique et durable.

Nous ne voulons pas plus cautionner que les solutions aux problèmes structurels de la Nouvelle-Calédonie passent par une manne financière de l'Etat. Les solutions à ces problèmes relèvent des décisions des élus calédoniens, et d'eux seuls.

Enfin nous ne voulons pas cautionner ceux qui seraient tenter de déployer l'arme financière pour essayer de « racheter » le vote de certains électeurs qui ont fait le choix du « oui ». Ce serait une erreur morale et politique...

Enfin, Monsieur le Premier Ministre, permettez-nous d'interpeller respectueusement l'éminent représentant de l'Etat français que vous êtes. Quand la France décidera-t-elle d'abandonner sa position de puissance administrante de la Nouvelle-Calédonie, pour investir son rôle de partenaire de la future Kanaky-Nouvelle-Calédonie indépendante ?

En portant brillamment le « oui » le 4 novembre 2018, les Calédoniens ont dit « oui bientôt ». Faisons ensemble le constat que la marche de la Nouvelle-Calédonie vers son indépendance est inéluctable et qu'il est temps d'ouvrir une nouvelle page de notre histoire commune.

Ce fût un axe fort de notre campagne référendaire. Nous revendiquons de développer avec la France des relations renouées, d'Etat à Etat, prenant en compte nos intérêts respectifs.

Reprenons les mots de notre regretté Président Jean-Marie Tjibaou qui voyait dans la signature des Accords de Matignon-Oudinot un « pari sur l'intelligence ». Le pari de parvenir, enfin, à une décolonisation réussie, pour le bien de nos deux peuples.



Après avoir quitté vers 13h la salle où se déroulait le Comité des signataires, la délégation UC-FLNKS et Nationalistes a transmis à la presse le communiqué suivant :

Les représentants du groupe UC-FLNKS et Nationalistes sont venus participer au Comité des signataires du 14 décembre 2018 pour défendre cinq positions :

- affirmer que le vote en faveur du « oui » le 4 novembre dernier ne peut se réduire à un vote identitaire. C'est un vote patriotique, un vote nationaliste qui a rassemblé une grande majorité des Kanak et de nombreux non-Kanak, des citoyens calédoniens qui agissent en faveur de la construction du destin commun.

- que le processus de décolonisation doit se poursuivre avec l'organisation de la prochaine consultation en 2020. De ce fait, il n'est pas question de débattre de l'opportunité ou pas des deuxième et troisième consultations, ni de toucher au corps électoral et à la Loi Organique.

- que le dialogue peut se poursuivre dès lors qu'il s'agit de la mise en œuvre pleine et entière de l'Accord de Nouméa et de la préparation du Pays à prendre en charge les compétences régaliennes

- que la délégation ne peut pas participer à des discussions sur les affaires économiques et sociales de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de ce comité, car ce sont des compétences propres aux collectivités calédoniennes. Le groupe UC-FLNKS et Nationalistes estime en effet qu'il n'est pas possible de revenir à une co-gestion des affaires économiques et sociales de la Nouvelle-Calédonie avec l'Etat. Comme par le passé, les élus UC-FLNKS et Nationalistes seront toujours force de proposition pour redonner à notre pays des perspectives réalistes, procéder aux indispensables réformes structurelles, aider les acteurs économiques afin de répondre aux besoins économiques et sociaux des Calédoniens, dans le cadre de l'intérêt général du Pays.

- enfin, la délégation UC-FLNKS et Nationalistes a demandé l'ouverture de discussions avec le gouvernement français afin de définir les nouvelles relations entre la France et la future Kanaky-Nouvelle-Calédonie indépendante, prenant en compte leurs intérêts respectifs.

